

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 14/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BOUYER LEROUX

Z.I Les Plantées

CS 90 520

42680 Saint-Marcellin-en-Forez

Références : UID4243-MEA-023-0348

Code AIOT : 0010500177

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2023 dans l'établissement BOUYER LEROUX STRUCTURE implanté Z.I. Les Plantées CS 90 520 42680 Saint-Marcellin-en-Forez. L'inspection a été annoncée le 26/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOUYER LEROUX
- Z.I. Les Plantées CS 90 520 42680 Saint-Marcellin-en-Forez
- Code AIOT : 0010500177
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site industriel BOUYER-LEROUX, implanté sur la commune de Saint-Marcellin-en-Forez est spécialisé dans la fabrication de produits réfractaires.

Cet établissement ICPE est autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation en date du 21/09/2006 pour la fabrication de produits réfractaires, complété par l'APC du 27/06/2014 portant sur la constitution des garanties financières. Suite à l'évolution de la nomenclature des ICPE, l'activité de fabrication de produits réfractaires relevant de la rubrique 3350, a été notifiée à l'exploitant le 24/01/2018.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- activités ICPE exercées sur le site
- la gestion et les prélèvements en eau sur le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 21/09/2006, article 1.1	/	Sans objet
2	Dispositions administratives	Arrêté Préfectoral du 21/09/2006, article 1.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	EAU	Arrêté Préfectoral du 21/09/2006, article 4.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra, sous 1 mois, déposer un porter-à-connaissance déclarant les cessations des activités ICPE autorisées, les changements d'activités exercés sur le site, mettre à jour les conditions d'implantation, d'aménagement et d'exploitation.

Dans le cadre de la cessation des activités ICPE, l'exploitant peut demander expressément par courrier à M. le préfet de la Loire, de différer la réhabilitation du site telle que définie par l'article R 512-75-1 du CE ainsi que l'usage futur du site prévues à l'article R 512-39-2 du CE.

2-4) Fiches de constats

N°1 :

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2006, article 1.5
Thème(s) : Autre, cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée : Les activités exercées sur le site, prescrites à l'article 1.1 de l'APA du 21/09/2006, sont modifiées comme suit:</p> <ul style="list-style-type: none"> - rubrique 2523 (fabrication de produits céramiques et réfractaires): 420 t/j et 150 000 t/an - rubrique 3350 (Fabrication de produits céramiques par cuisson, notamment de tuiles, de briques(...)) dans un four d'une capacité supérieure à 4 m3 et une densité d'enfournement de plus de 300 kg/m3 par four): capacité de production de 420 t/j - rubrique 2515.1.a (Installations de broyage, concassage, criblage (...) de minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2.): puissance maximum de l'ensemble des machines fixes de 1130 kW - rubrique 2517.1 (Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques): superficie de l'aire de transit de 77 000 m2 - rubrique 2564.A.3 (Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques): volume équivalent des cuves de traitement de 200 litres.

Constats : Lors de la visite il a été constaté:

- l'arrêt total des activités relevant des rubriques 2523 (fabrication de produits céramiques et réfractaires), rubrique 3350, 2515.1.a et 2564.A.3 (Nettoyage, dégraissage, décapage) depuis 2018.
- le maintien de l'activité 25171 (Station de transit de produits minéraux), mais dont la surface est plus que de 14 000 m² environ. Cette activité de stockage d'argile n'est plus utilisée dans le process de l'usine du fait de l'arrêt de l'activité de fabrication de briques. L'argile extraite de la carrière Bouyer-Leroux « Trémoulin » sur St Marcellin en forez, est vendue à la société SUEZ pour la réalisation des casiers de l'ISDND de Roche-la-Molière. Les entrées et sorties pour accéder à la zone de stockage des argiles sont indépendantes de l'usine.
- la présence d'une cuve de GNR d'une capacité de 8000 litres (environ 8 tonnes), utilisé pour l'alimentation des engins du site (chariots élévateurs etc) relevant de la rubrique 4734-1, mais non classée au vu du volume présent inférieur au seuil de la déclaration de 50T.
- une nouvelle activité de montage de murs préfabriqués en briques non classée.
- une nouvelle activité de sciage de matériaux (briques) relevant de la rubrique 2524, mais non classée au vu de la puissance totale de la machine actuelle (14 kW) et celle à venir, qui sera inférieur au seuil de la déclaration fixé à 400 kW.
- **une nouvelle activité d'application de colle** pour la construction des murs préfabriqués, **relevant de la rubrique 2940-3, susceptible d'être classée si la quantité maximale mise en œuvre est supérieure à 20 kg/j et inférieur à 200 kg/j.**

En fonction des substances chimiques contenues dans cette colle et des quantités stockées, celle-ci pourrait éventuellement relever d'une rubrique 4xxx.

Observations:

Conformément à l'article R 181-46 II du CE, **l'exploitant est tenu de porter à la connaissance du préfet tous les éléments d'appréciation en cas de modification significative des activités autorisées ou des conditions d'exploitation** avec, dans le cas présent, la cessation de plusieurs activités ICPE relevant du régime de l'autorisation afin que soient fixées des prescriptions complémentaires réglementant les nouvelles activités, leur régime et le périmètre ICPE du site.

Il appartiendra à l'exploitation, **sous 1 mois**, de déposer un PAC décrivant les modifications des conditions d'exploitation du site suite à la cessation d'activité des rubriques 2523, 3350, 2515.1.a et 2564.A.3, le maintien de la rubrique 2517-1, la déclaration des autres activités exercées, la mise à jour des conditions d'exploitation et les conditions de réhabilitation et du site.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Délai : 1 mois

N° 2 : Dispositions administratives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2006, article 1.5

Thème(s) : Autre, cessation d'activité

Prescription contrôlée :

L'arrêt définitif de tout ou partie des installations susvisées, fait l'objet d'une notification au Préfet de la LOIRE dans les délais et les modalités fixés par l'article 34.1 du décret modifié n°77:1133 du 21 septembre 1977.

Constats :

Au jour de la visite, aucune notification de cessation d'activité n'a été transmise à M. le préfet de la Loire.

<p>Pour autant, lors de la visite il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'arrêt définitif des activités relevant des rubriques 2523, 3350, 2515.1.a et 2564.A.3 de la nomenclature des ICPE. - le maintien de l'activité de transit de produits minéraux (argile de la carrière BL de Saint-Marcelin en Forez) relevant de la rubrique 2517-1 pour une surface estimée à 14 000 m² contre 77 000 m² autorisés (donné acte du 24/01/2018). Cette activité relève du régime de l'enregistrement. - l'enlèvement dans le bâtiment de fabrication de tous les matériels nécessaires à l'activité de fabrication de briques réfractaires, à savoir les fours, séchoirs, mouleuses... - le démontage partiel des tapis roulant d'amener des argiles depuis les trémies, la suppression des zones de déchets de production - l'évacuation des déchets à l'exception de certains matériels de production en attente de réutilisation sur d'autres sites Bouyer-Leroux, la présence de palettes usagées en cours d'évacuation et la présence de produits utilisés pour la maintenance des outils de production qui devront être évacués.
<p>Observations :</p> <p>En application de l'article R 512-39 du code de l'environnement (CE), lorsque l'exploitant met à l'arrêt tout ou partie d'une ou plusieurs installations d'un même site dont au moins une installation est soumise à autorisation et que les terrains concernés ne sont pas libérés, il a la possibilité, sur demande expresse, de différer la réhabilitation du site telle que définie par l'article R 512-75-1 du CE ainsi que l'usage futur du site prévues à l'article R 512-39-2 du CE.</p> <p>En ce cas et conformément à l'article visé, l'exploitant devra notifier par courrier à monsieur le préfet son intention de reporter la réhabilitation ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur, et le calendrier associé.</p> <p>De plus, comme évoqué au constat 1, l'exploitant est tenu de porter à la connaissance du préfet tous les éléments d'appréciation en cas de modification significative des activités autorisées ou des conditions d'exploitation avec, dans le cas présent, la cessation de plusieurs activités ICPE relevant du régime de l'autorisation afin que soient fixées des prescriptions complémentaires réglementant les nouvelles activités, leur régime et le périmètre ICPE du site.</p> <p>Dans le cas présent, il est attendu que l'exploitant, à la cessation totale du site, établisse et transmette à l'inspection de l'environnement, un mémoire de réhabilitation conformément à l'article R 512-39-3 du CE.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>
<p>Délai : 1 mois</p>

N° 3 : EAU

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2006, article 4.2.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Prélèvement d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Prélèvements d'eau:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nappe phréatique (Pompage dans un puit): 4000 m³/an et 1,0 m³/h - Réseau public: 1000 m³/an et 1,4 m³/jour - Prélèvement eaux canal: 3000 m³/an et 1,0 m³/h <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure totalisateur agréé.</p> <p>L'alimentation en eau est munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant respecte les mesures d'urgence qui pourraient être décidées au niveau départemental en période de sécheresse, en particulier celles concernant les restrictions d'usage.</p>

Constats :

Lors de la visite il a été constaté l'utilisation des réseaux suivant :

- **réseau AEP** : principalement pour des usages sanitaires (WC, douches, locaux), mais aussi de process (préparation de la colle et refroidissement de la scie). Les consommations d'eau pour 2020, 2021, 2022 et jusqu'au 30/09/2023 n'ont pas été communiquées.

- **puits interne** : déconnecté actuellement, l'eau était utilisée dans le process (mouleuse) et au laboratoire jusqu'en mars 2018, date de l'arrêt de la fabrication.

Les consommations d'eau sont : en 2017 (2100 m³), 2018 (1730 m³) et 2023 (300 m³).

Un compteur d'eau est en cours d'installation et son utilisation concernera la nouvelle activité de construction de murs préfabriqués.

- **canal du Forez** : 0 m³ depuis la déconnexion avec le canal en 2017 (6 m³).

L'exploitant a indiqué par ailleurs, que l'eau pluviale récupérée dans une cuve de 15 m³ est utilisée pour le refroidissement de la scie. A terme, cette eau traitée par décantation à l'aide de 3 bassins et d'un débourbeur, sera utilisée en circuit fermé.

Observations :

L'arrêt d'activité du site a entraîné l'arrêt de l'utilisation de l'eau du canal et une très forte diminution des prélèvements d'eau dans le puits.

Néanmoins, l'exploitant devra transmettre à l'inspection les relevés de consommation d'eau AEP pour 2020, 2021, 2022 et 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Délai : 1 mois